

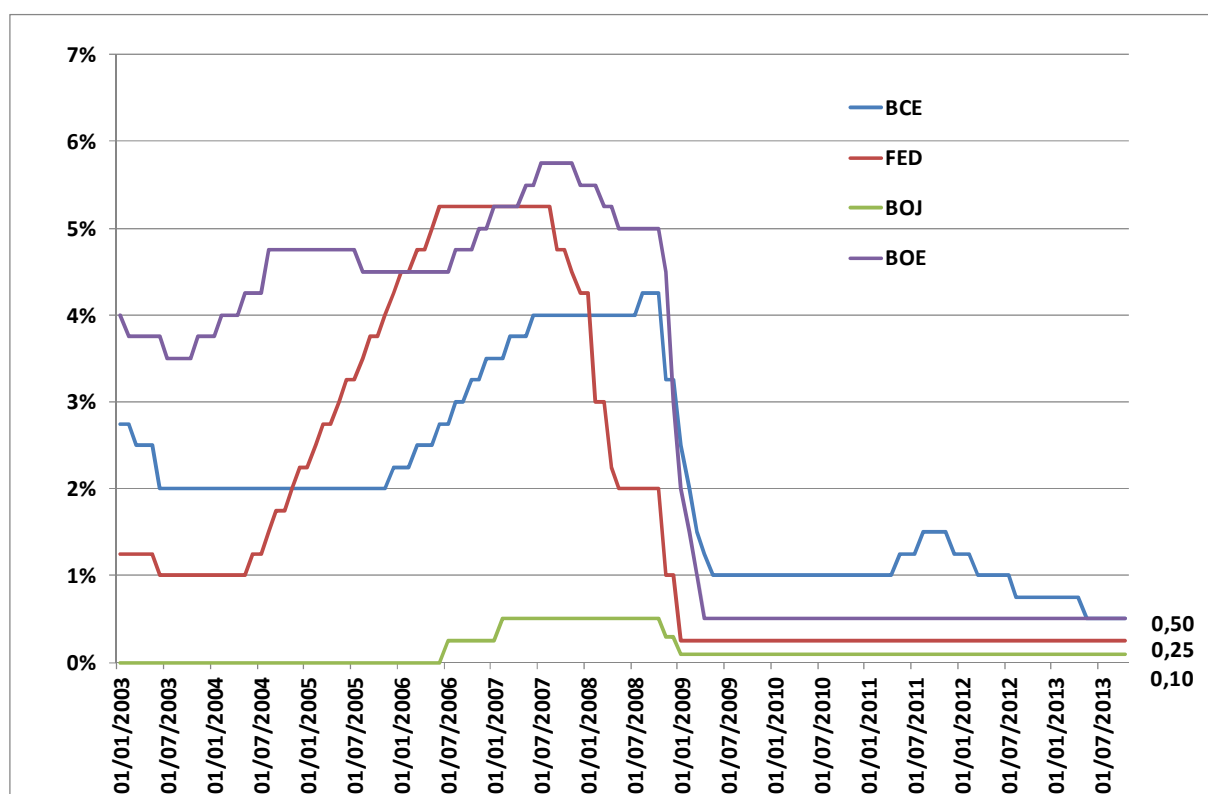
## 1 - Actualité nationale et internationale

### Taux d'intérêt

#### Politique monétaire stable de la BCE

Le conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 2 octobre, a décidé de laisser inchangés les taux d'intérêt directeurs de la BCE. M. Draghi, Président de la BCE, a déclaré, lors de sa conférence de presse, que « Les tensions sous-jacentes sur les prix devraient rester modérées à moyen terme dans la zone euro. Confirmant ce scénario, les évolutions monétaires et, en particulier, celles du crédit demeurent atones (...). Dans le même temps, la croissance du PIB en volume a été positive au deuxième trimestre, après six trimestres de contraction, et les indicateurs de confiance disponibles jusqu'en septembre confirment l'amélioration progressive attendue de l'activité économique, en partant de bas niveaux. La politique monétaire vise toujours à conserver une orientation accommodante dans la mesure justifiée par les perspectives de stabilité des prix et à promouvoir des conditions stables sur le marché monétaire. Elle apporte ainsi son soutien à une reprise progressive de l'activité économique. À l'avenir, l'orientation de notre politique monétaire demeurera accommodante aussi longtemps que nécessaire, conformément aux indications fournies en juillet sur la trajectoire future des taux d'intérêt directeurs. Le Conseil des gouverneurs confirme qu'il prévoit que les taux d'intérêt directeurs de la BCE resteront à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée. Cette anticipation continue de se fonder sur le maintien, à moyen terme, de perspectives inchangées d'une inflation globalement modérée, compte tenu de la faiblesse généralisée de l'économie et de l'atonie de la dynamique monétaire. »

Taux directeur des principales banques centrales



## Chômage

### Baisse du nombre de demandeurs d'emploi au mois d'août en France métropolitaine

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 3 235 700 à fin août. Ce nombre est en baisse par rapport à juillet 2013 (-1,5 % soit -50 000). Sur un an, la progression du nombre de demandeurs d'emploi s'élève à 7,3 %.

### Taux de chômage stable en ZE17

Dans la zone euro (ZE17), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières ressort à 12 % en août, stable par rapport à juillet. Dans l'UE28, le taux de chômage a été de 10,9 %, stable également par rapport au taux relevé en juillet. Dans les deux zones, les taux ont augmenté par rapport à août 2012, où ils se situaient respectivement à 11,5 % et 10,6 %. Selon les estimations d'Eurostat, 26,595 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage en août 2013 dans l'UE28, dont 19,178 millions dans la zone euro. Par rapport à juillet 2013, le nombre de chômeurs est resté pratiquement stable tant dans l'UE28 que dans la zone euro. Comparé à août 2012, le chômage s'est accru de 882 000 personnes dans l'UE28 et de 895 000 dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles ont été enregistrés en Autriche (4,9 %), en Allemagne (5,2 %) ainsi qu'au Luxembourg (5,8 %), et les plus élevés en Grèce (27,9% en juin 2013) et en Espagne (26,2 %).

## Inflation

### Baisse des prix à la consommation en septembre en France Métropolitaine

L'indice des prix à la consommation (IPC) se replie de 0,2 % en septembre 2013, après une hausse de 0,5 % en août 2013. Sur un an, le taux de croissance de l'IPC s'établit à 0,9 % en septembre 2013, comme au mois d'août 2013. Hors tabac, l'IPC diminue également de 0,2 % en septembre 2013 et croît de 0,7 % sur un an. La baisse de l'IPC en septembre résulte principalement des prix de certains services et, dans une moindre mesure, du repli des prix de l'alimentation, en particulier des produits frais. À l'inverse le prix de l'habillement-chaussure et d'autres produits manufacturés a progressé en septembre. Par ailleurs, les prix de l'énergie sont de nouveau en hausse, portés par le renchérissement des produits pétroliers.

### La baisse du taux d'inflation en zone euro continue

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à 1,1 % en septembre 2013, en baisse par rapport au mois d'août, où il était de 1,3 %, selon une estimation rapide publiée par Eurostat. S'agissant des principales composantes de l'inflation de la zone euro, l'alimentation, les boissons alcoolisées et le tabac devraient connaître le taux annuel le plus élevé en septembre (2,6 % contre 3,2 % en août), suivis des services (1,5% contre 1,4% en août), des biens industriels hors énergie (0,3 % contre 0,4 % en août) et de l'énergie (-0,9 % contre -0,3 % en août).

## Asie/Pacifique

### Japon : LE FMI insiste sur la nécessité de réformes structurelles

Dans son rapport économique mondial, le FMI, juge les réformes structurelles essentielles à la réussite du programme de relance économique communément appelé Abenomics. Le FMI souligne que cette politique « ambitieuse » se révèle très efficace dans une perspective de croissance à court terme. Il estime ainsi que, sur les 2 % de croissance prévus pour 2013, 1,3 % est imputable à cette politique. Le FMI souligne cependant l'importance pour l'économie japonaise de mener les réformes structurelles prévues par Shinzo Abe (réformes du droit du travail, recul de l'âge de la retraite, élévation du taux de travail des femmes...).

### Chine : Progression record du PIB en rythme annuel

Selon les chiffres publiés le 19 octobre par le bureau national des statistiques, la croissance chinoise a atteint 7,8 % au troisième trimestre en rythme annuel, contre 7,5 % au deuxième trimestre et 7,7% au premier, ce qui semble confirmer un rebond de l'économie chinoise.

## Actualité législative

### Projet de loi sur la consommation

Ce projet de loi dit « loi Hamon » tel qu'adopté en première lecture par le Sénat le 13 septembre, prévoit notamment la possibilité pour des consommateurs d'engager, dans certains cas, des actions de groupe (inspirées des « class action » US). Afin de lutter contre le surendettement, il prévoit la création d'un registre national des crédits aux particuliers. Dans ce domaine, il est prévu une diminution de huit à sept ans de la durée maximale des plans de désendettement. Ce projet comporte également des mesures assurant la gratuité du service d'aide au changement d'établissement de crédit (« mobilité bancaire »).

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichLoiPreparation.do?idDocument=JORFDOLE000027383756&type=general>

## Les nouveaux billets en FCFP dès le 20 janvier 2014

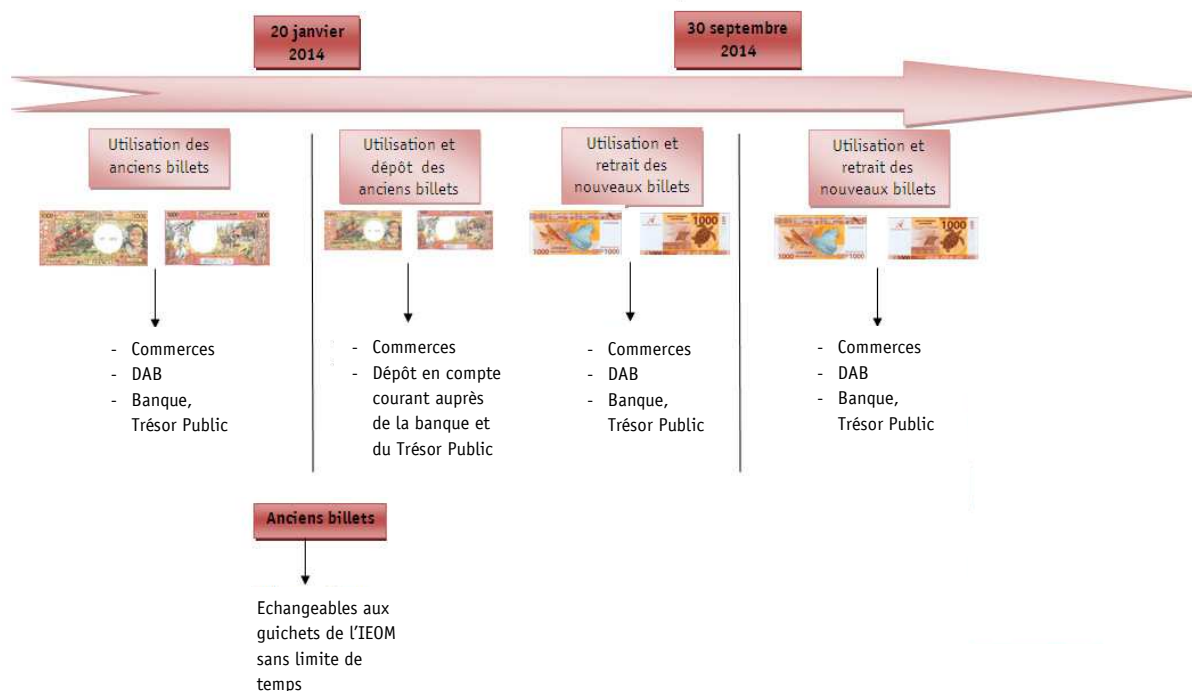
Dès le 20 janvier 2014, l'Institut d'Émission Outre-mer remplacera la gamme existante de billets. De nouvelles coupures en FCFP seront mises en circulation en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et à Wallis-et-Futuna.

Les billets de la gamme actuelle, qui remontent pour certains à plus de 40 ans, sont devenus obsolètes et ne répondent plus aux normes d'aujourd'hui, particulièrement en terme de sécurité.

Les nouveaux billets sont plus compacts, ils mettent en valeur les patrimoines culturels et naturels des trois Collectivités. Ils utilisent les dernières techniques de sécurisation fiduciaire, conformes aux standards internationaux, et intègrent des signes de reconnaissance pour les malvoyants. Chaque coupure est facilement identifiable par son format, sa thématique et une couleur dominante.

Les anciens billets peuvent être utilisés librement chez les commerçants ou déposés en compte courant auprès de l'établissement bancaire ou de l'agence postale du déposant jusqu'au 30 septembre 2014. Au-delà, ils restent échangeables sans limitation de durée aux guichets des agences de l'IEOM :	Nouveaux billets FCFP	500 F	1 000 F	5 000 F	10 000F
	Dominante couleur	Vert	Jaune-orange	Bleu	Rouge
	Thématique	Flore	Faune	Faune aquatique	Architecture

### Nouveaux billets FCFP : le calendrier de l'opération à Wallis-et-Futuna



**Consultez notre site internet pour plus d'informations**

## 2 – Actualité régionale

---

### Une nouvelle Constitution pour les îles Fidji

Le Président des îles Fidji, Ratu Epeli Nailatikau, a promulgué le 6 septembre dernier une nouvelle Constitution pour l'archipel, la quatrième depuis son accession à l'indépendance en octobre 1970. Désormais, tout citoyen de l'archipel sera considéré comme fidjien, quelle que soit son appartenance ethnique. La Constitution reconnaît et assure la protection des droits fondamentaux (santé, éducation, transport, sécurité), ainsi que des droits sociaux et économiques. Le Parlement sera composé de 50 élus, renouvelables lors d'élections législatives tous les quatre ans avec un système de représentation proportionnelle. L'âge légal de vote est abaissé de 21 à 18 ans.

Depuis son indépendance, les îles Fidji ont essuyé quatre coups d'État, dont le dernier, qui remonte à décembre 2006, avait été commandité par le Premier ministre actuel, le Contre-amiral Franck Bainimarama.

### L'Union européenne participe à l'aide apportée aux îles du Pacifique face au changement climatique

À l'occasion du Sommet annuel du Forum des îles du Pacifique (FIP) de septembre dernier, l'Union européenne (UE) a annoncé l'allocation d'une enveloppe de près de 2,4 milliards de francs CFP en soutien aux États du Pacifique dans leur lutte contre les impacts du changement climatique et pour l'amélioration de leur résilience face aux catastrophes naturelles.

Par ailleurs, l'Union européenne a débloqué environ 17,8 millions de francs CFP pour aider les îles Marshall, frappées depuis plusieurs mois par la sécheresse et une pénurie d'eau potable. Cette enveloppe entre dans le cadre du programme «ECHO», dédié à l'humanitaire.

### Fidji et Vanuatu signent un accord de coopération bilatérale

Lors de l'Assemblée Générale des Nations Unies qui s'est tenue en septembre à New York, les Premiers ministres des îles Fidji et du Vanuatu ont signé un accord de coopération visant à renforcer les relations entre les deux pays. S'exprimant lors de la cérémonie de signature, le Premier ministre fidjien M. Bainimarama a énoncé les aspirations et défis communs aux deux territoires en termes de développement, et leur volonté de travailler ensemble pour les atteindre. Le protocole d'entente englobe un large éventail de domaines, notamment les échanges commerciaux, la politique d'investissement, l'éducation, la mobilité du travail, l'immigration, le transport aérien et maritime, le changement climatique et la santé.

## 3 – Brèves locales

---

### Première réunion du Conseil territorial de l'Environnement et du Développement durable

Le 18 juillet dernier, le Préfet et Administrateur Supérieur des îles Wallis et Futuna, M. Michel AUBOUIN, a créé par arrêté n°2013-293 un Conseil territorial de l'Environnement et du Développement durable (CTEDD). Composé de l'ensemble des représentants de la population, de la chefferie et des institutions du Territoire, il se réunira chaque trimestre afin d'examiner et d'émettre un avis « sur tous les dossiers relatifs à la protection de l'environnement, au patrimoine naturel, aux énergies renouvelables, à la valorisation des déchets et au développement durable ». Lors de la première réunion du CTEDD, qui s'est tenue le 3 octobre dernier, le professeur Claude CHAUVET est intervenu en tant qu'expert en biologie marine pour présenter ses recherches d'évaluation des ressources du lagon de Wallis, qu'il mène depuis de nombreuses années, et pour informer le conseil sur le fonctionnement de la biodiversité marine dans la région. La problématique de la gestion des déchets, un sujet prioritaire au regard des enjeux de préservation de l'environnement du Territoire, a également été abordée lors de cette réunion.

### Retombées positives des Mini-Jeux du Pacifique

Les 20 délégations présentes à l'occasion des Mini-Jeux ont permis à certains acteurs économiques locaux d'accroître sensiblement leur activité sur les deux premières semaines de septembre. Nombreux sont les artisans à révéler que, lors de cette quinzaine, leur chiffre d'affaires a plus que quadruplé. Le commerce de proximité a également profité du passage des délégations dans les différents villages pour accroître son volume de ventes. La capacité maximale d'accueil hôtelière a très rapidement été atteinte. Le secteur de la restauration, hors snacks proches des sites de compétition, n'a néanmoins pas pleinement bénéficié de l'évènement. Les Mini-Jeux du Pacifique auront permis au Territoire de se doter d'infrastructures de qualité telle que la salle omnisports de Kafika dont la construction a nécessité un budget de 535 millions de francs CFP.

## Préparation de la campagne de communication de la nouvelle gamme de billets

Lundi 21 octobre sera lancée la première phase de la campagne de communication autour de la nouvelle gamme de billets en francs CFP. Elle a pour objet d'expliquer les raisons du changement de la gamme de billets et de présenter les modalités pratiques de sa mise en circulation, de façon à recueillir l'adhésion du public auquel cette opération est destinée. Dans cette optique, un représentant de la société néo-calédonienne « On En Parle » est intervenu sur le Territoire au début du mois, pour préparer et présenter aux différents acteurs locaux, la campagne de communication. Une première réunion d'information s'est tenue à Wallis le 1er octobre, dans les locaux de l'IEOM, en présence du Directeur de la banque locale, du Directeur des finances publiques, du Représentant des commerçants du Territoire, de la Responsable philatélique du Service des Postes et Télécommunications et d'un représentant de la Gendarmerie. Un déplacement à Futuna a également été organisé, le 4 octobre. Enfin, cette mission a permis, avec le concours de Wallis-et-Futuna Première, l'enregistrement de la dernière version des spots qui seront diffusés en radio et télévision à compter du 22 octobre.

## Nouvelle aide financière d'urgence de l'Assemblée Territoriale suite aux dégâts engendrés par le cyclone Evan

Les ménages fragilisés suite au passage du cyclone Evan ont bénéficié d'une nouvelle aide d'urgence de 5 000 francs CFP par personne du foyer. D'un montant total de 20 millions de francs CFP, celle-ci a été distribuée par le Trésor Public pour le compte de l'Assemblée Territoriale sur différents sites à Wallis et par la régie du Centre des finances publiques à Futuna. Éligibles sur la base de critères sociaux préalablement définis, le nombre de foyers bénéficiaires s'élève à 471 à Wallis et à 295 à Futuna. Cette nouvelle enveloppe vient s'ajouter à une première aide de 15 millions de francs CFP déjà versée aux ménages en difficulté et à l'aide alimentaire dispensée par la Croix-Rouge française.

## Publications

L'IEOM vient de publier une note expresse : le poids du secteur de BTP dans l'économie de Wallis-et-Futuna, septembre 2013. Celle-ci est téléchargeable sur notre site internet :

[http://www.ieom.fr/IMG/pdf/ne107\\_eclairage\\_le\\_poids\\_du\\_secteur\\_du\\_batiment\\_et\\_des\\_travaux\\_publics\\_dans\\_l\\_economie\\_de\\_w-f.pdf](http://www.ieom.fr/IMG/pdf/ne107_eclairage_le_poids_du_secteur_du_batiment_et_des_travaux_publics_dans_l_economie_de_w-f.pdf)

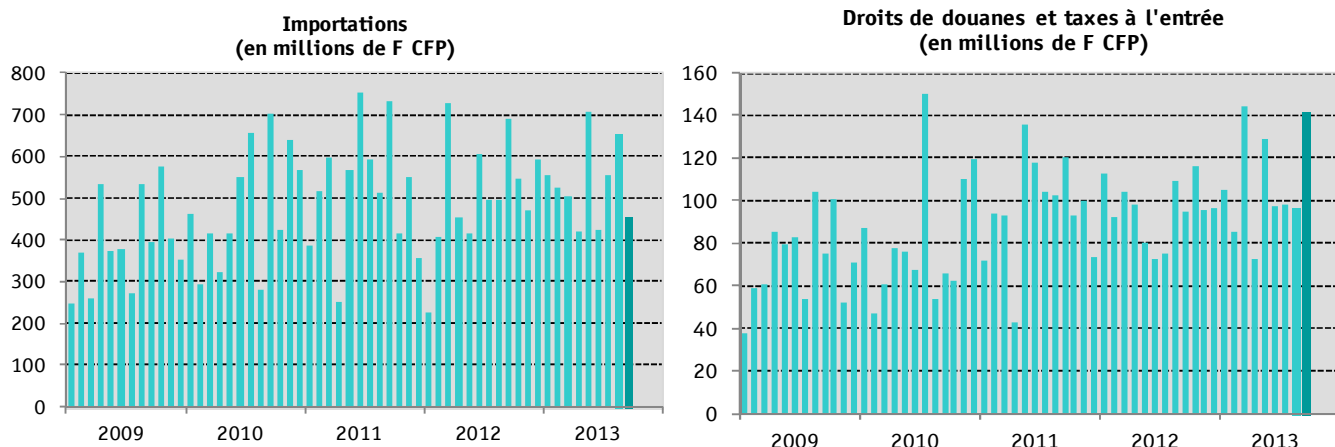
## 4 – Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲ / mois	▲ / an
<b>Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)</b>		3T 13	115,05	-	0,6%
<b>SMIG mensuel en XPF</b>		oct-13	89 149	-	3,5%
<b>Nombre d'emplois salariés</b>		mars-13	2 094	-	4,1%
<b>Échanges extérieurs (millions de XPF)</b>					
Importations	mensuelles	sept-13	456	-30,3%	-34,1%
	cumulées	sept-13	4 802	-	6,3%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	sept-13	142	47,3%	49,5%
	cumulés	sept-13	970	-	15,6%
Taxes intérieures de consommation	cumulées	sept-13	327	-	-1,3%

<b>SECTEURS D'ACTIVITÉ</b>			Données brutes	▲ / mois	▲ / an
<b>Énergie</b>					
Production brute d'électricité (milliers de kWh)	mensuelle	sept-13	1 642	7,7%	15,2%
Consommation de gazole (milliers de litres)	mensuelle	sept-13	587	-18,3%	5,5%
Consommation d'essence (milliers de litres)	mensuelle	sept-13	141	-21,4%	2,7%
<b>Transports</b>					
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	sept-13	nc	-	-
	cumulé	sept-13	nc	-	-
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	sept-13	nc	-	-
	cumulé	sept-13	nc	-	-
Touchées de navires de marchandises	mensuelles	sept-13	2	-71,4%	-50,0%
	cumulées	sept-13	39	-	44,4%
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs	mensuel	sept-13	12	-60,0%	-7,7%

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration Supérieure, EEWf, SWAFEPF, Aviation civile

nc : non communiqué

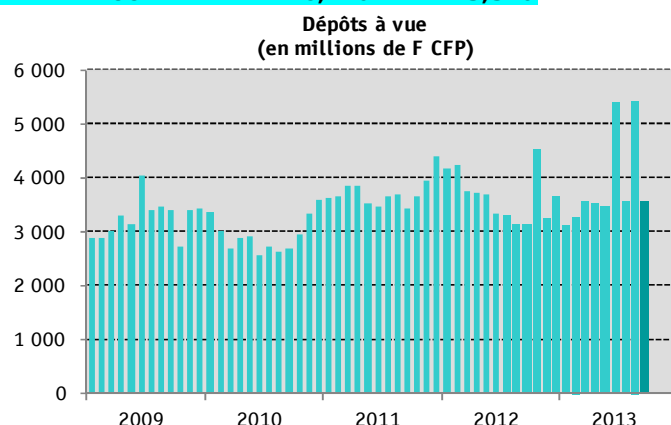
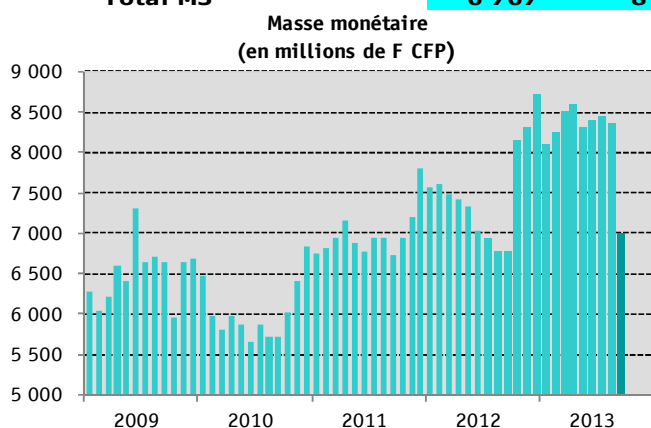


## 5 – Activités de l'Institut et suivi de place

### Masse Monétaire

Nette contraction de la masse monétaire et des dépôts à vue en rythme mensuel

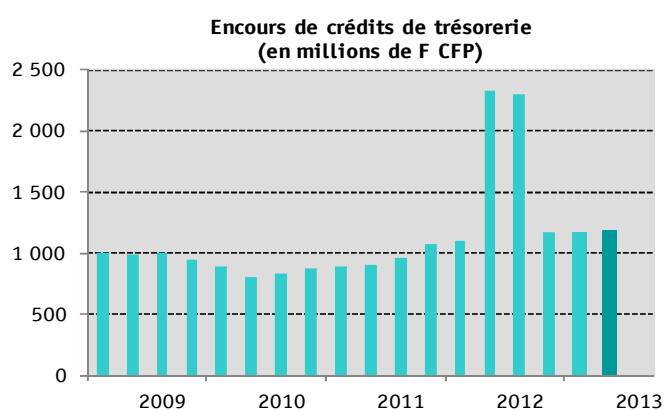
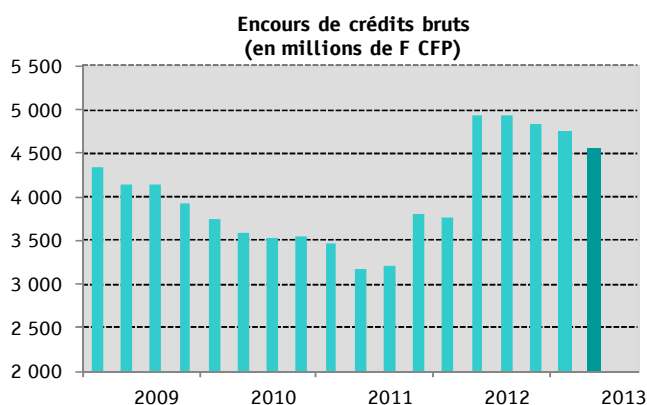
en millions de F CFP	sept-12	août-13	sept-13	▲ / mois	▲ / an
Circulation fiduciaire	2 151	2 136	2 132	-0,2%	-0,9%
Dépôts à vue	3 132	5 446	3 546	-34,9%	13,2%
<b>Total M1</b>	<b>5 284</b>	<b>7 582</b>	<b>5 678</b>	<b>-25,1%</b>	<b>7,5%</b>
M2-M1	499	462	482	4,5%	-3,3%
<b>Total M3</b>	<b>6 767</b>	<b>8 355</b>	<b>7 002</b>	<b>-16,2%</b>	<b>3,5%</b>



## Concours de caractère bancaire

### Recul de l'encours des crédits sur l'année

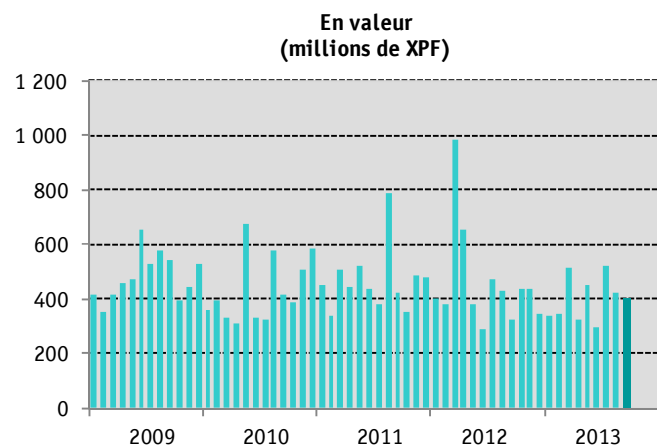
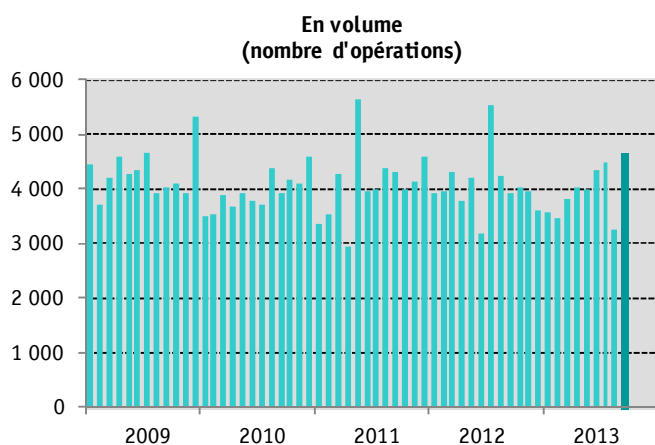
en millions de F CFP	juin-11	juin-12	juin-13	▲/an
Crédits de trésorerie	896	2 324	1 188	-48,9%
Crédits à l'équipement	1 136	1 429	2 168	51,7%
Crédits à l'habitat	353	401	447	11,5%
Autres crédits	207	263	283	7,7%
Total encours sain	2 592	4 418	4 086	-7,5%
Créances douteuses brutes	586	508	473	-7,0%
<b>Total encours brut</b>	<b>3 178</b>	<b>4 926</b>	<b>4 559</b>	<b>-7,4%</b>



## Compensation

### Contraction des opérations de compensation en valeur

	sept-12	août-13	sept-13	cumul 2013	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	3 918	3 234	4 648	35 546	43,7%	18,6%
Compensation (en millions de CFP)	326	425	405	3 632	-4,8%	24,4%



## Incidents bancaires

### Hausse des incidents de paiement sur chèque

en nombre	sept-12	août-13	sept-13	cumul 2013	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement sur chèque	47	99	127	679	28,3%	170,2%
Retraits de cartes bancaires	0	0	0	16	-	-

## Interdits bancaires

### Augmentation du nombre de personnes en situation d'interdits bancaires

en nombre	sept-12	août-13	sept-13	▲/mois	▲/an
<b>Interdits bancaires en fin de mois</b>	<b>417</b>	<b>360</b>	<b>374</b>	<b>3,9%</b>	<b>-10,3%</b>
- dont personnes physiques	406	347	358	3,2%	-11,8%
- dont personnes morales	11	13	16	23,1%	45,5%



en nombre	sept-12	août-13	sept-13	▲ / mois	▲ / an
<b>Cotes valides</b>	<b>37</b>	<b>42</b>	<b>41</b>	<b>-2,4%</b>	<b>10,8%</b>
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	10	19	17	-10,5%	70,0%

## 6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2012	2013	▲ / an
<b>Indicateurs économiques</b>				
<b>Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)</b>	3T	114,40	115,05	0,6%
<b>Entreprises</b>				
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	septembre	11	16	45,5%
importations de biens d'équipement (M XPF)	septembre	518	681	31,4%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	septembre	20	80	295,4%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	septembre	9	3	-66,7%
<b>Ménages</b>				
emploi salarié (nb)	mars	2 012	2 094	4,1%
dont secteur privé	mars	788	853	8,2%
dont secteur public	mars	1 224	1 241	1,4%
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	septembre	510	528	3,5%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	septembre	406	358	-11,8%
décision retrait cartes bancaires (nb)	septembre	0	0	-
incidents paiements sur chèques (nb)	septembre	47	127	170,2%
importations de produits alimentaires (M XPF)	septembre	1 242	1 328	6,9%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	septembre	672	698	3,9%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	septembre	250	238	-4,9%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	septembre	4	9	125,0%
<b>Échanges extérieurs en millions de XPF</b>				
importations	septembre	4 518	4 802	6,3%
exportations	septembre	-	-	-
recettes douanières	septembre	1 182	1 307	10,5%
dont droits de douanes + taxes à l'entrée	septembre	839	970	15,6%
dont taxes intérieures de consommation	septembre	332	327	-1,3%
<b>Indicateurs financiers</b>				
<b>La masse monétaire en millions de XPF</b>				
Dépôts à vue	septembre	3 132	3 546	13,2%
M1	septembre	5 284	5 678	7,5%
M2	septembre	5 783	6 161	6,5%
Dépôts à terme	septembre	984	841	-14,5%
<b>M3</b>	septembre	<b>6 767</b>	<b>7 002</b>	<b>3,5%</b>
<b>Ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues</b>				
	juin	<b>203</b>	<b>200</b>	<b>-1,2%</b>
Ménages	juin	1 453	1 537	5,7%
dont crédits à la consommation	juin	1 186	1 212	2,2%
dont crédits à l'habitat	juin	268	325	21,2%
Entreprises	juin	2 638	2 255	-14,5%
dont crédits d'exploitation	juin	1 290	17	-98,7%
dont crédits d'investissement	juin	1 156	1 944	68,2%
Collectivités locales	juin	274	224	-18,1%
Autres agents et CCB non ventilés	juin	52	70	34,5%
créances douteuses brutes	juin	508	473	-7,0%
taux de créances douteuses	juin	10,3%	10,4%	0,1 pt
<b>Ensemble des actifs financiers</b>				
Ménages	juin	3 071	3 066	-0,1%
dont assurances-vie	juin	976	964	-1,2%
Sociétés	juin	1 665	1 535	-7,8%
Autres agents	juin	3 719	3 837	3,2%



## TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,00%	08/05/2013
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,50%	08/05/2013
taux de la facilité de prêt marginal	1,00%	02/08/2013

## TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	08/07/2013	0,15%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	28/05/2013	0,50%	3,25%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/04/2013	2,15%	4,45% à 4,90% (Taux SGFGAS à partir du 01/04/2013)
taux de la facilité de prêt marginal	28/05/2013	1,00%	
taux de l'escompte de chèques	28/05/2013	1,00%	

## TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

### taux d'intérêt en fin de mois

	30/09/2013	30/08/2013	Var. M-1
EONIA	0,1790%	0,1070%	+ 0,072 pt
EURIBOR 1 mois	0,1280%	0,1290%	- 0,001 pt
EURIBOR 3 mois	0,2250%	0,2240%	+ 0,001 pt
EURIBOR 6 mois	0,3400%	0,3430%	- 0,003 pt
EURIBOR 12 mois	0,5390%	0,5450%	- 0,006 pt

### taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	30/09/2013	30/08/2013	Var. M-1
TEMPE	0,0805%	0,0832%	- 0,003 pt
EURIBOR 1 mois	0,1280%	0,1280%	+ 0,000 pt
EURIBOR 3 mois	0,2230%	0,2260%	- 0,003 pt
EURIBOR 6 mois	0,3400%	0,3420%	- 0,002 pt
EURIBOR 12 mois	0,5430%	0,5430%	+ 0,000 pt
TMO	2,7800%	2,6300%	+ 0,150 pt
TME	2,5800%	2,4300%	+ 0,150 pt
TRBOSP	2,6700%	2,7500%	- 0,080 pt

### taux de base bancaire

	taux	date d'effet
banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001
banques locales		
<b>taux d'intérêt légal</b>		<b>JORF</b>
année 2013	0,04%	01/03/2013
année 2012	0,71%	08/02/2012

### Définitions

EONIA: Euro OverNight Index Average  
 TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA  
 EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate  
 TMO : taux moyen des obligations publiques  
 (source: CDC)  
 TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme  
 (source: CDC)  
 TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé  
 (dernier vendredi du mois)

### taux des euro-monnaies

devise	USD			JPY			GBP		
	30/09/2013	30/08/2013	31/07/2013	30/09/2013	30/08/2013	31/07/2013	30/09/2013	30/08/2013	31/07/2013
taux JJ	0,100%	0,150%	0,180%	0,076%	0,081%	0,081%	0,440%	0,460%	0,505%
3 mois	0,290%	0,300%	0,310%	0,153%	0,154%	0,157%	0,540%	0,530%	0,550%
10 ans emprunts phares	2,660%	2,780%	2,690%	0,690%	0,730%	0,800%	2,740%	2,780%	2,380%

## TAUX DE L'USURE (seuils applicables au 1er octobre 2013)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
<b>Prêts immobiliers</b>		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	<b>7,96%</b>
Prêts à taux fixe	<b>5,03%</b>	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	<b>3,75%</b>
Prêts à taux variable	<b>4,45%</b>	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	<b>4,77%</b>
Prêts-relais	<b>5,29%</b>	Découverts en compte (1)	<b>13,28%</b>
<b>Autres prêts</b>		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	<b>4,41%</b>
Prêts d'un montant inférieur à 357 995 XPF	<b>20,23%</b>	<b>Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b>	<b>Seuils de l'usure</b>
Prêts d'un montant compris entre 357 995 XPF et 715 990 XPF	<b>15,17%</b>	Découverts en compte (1)	<b>13,28%</b>
Prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	<b>10,52%</b>		

(1) y compris commission du plus fort découvert

## TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	88,3612	1 NZD/XPF	73,2276	1 HKD/XPF	11,3951	1 GBP/XPF	142,7413	
100 JPY/XPF	90,5538	1 AUD/XPF	82,3773	1 SGD/XPF	70,3565	100 VUV/XPF	91,1765	1 FJD/XPF	47,4669

Directeur de la publication : N. de SÈZE - Responsable de la rédaction : G. DELAMAIRE - Éditeur : Agence IEOM de Wallis-et-Futuna HAVELU BP G-5  
 98600 Wallis-et-Futuna – Dépôt légal : 10/13 - Achevé d'imprimer en octobre 2013 - ISSN 1240-2818

Agence Wallis-et-Futuna